

**MESSAGE N° 110** 3 novembre 2003  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret**  
**portant adhésion du canton de Fribourg à**  
**l'accord intercantonal sur les écoles supérieures**  
**spécialisées**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant un projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AESS) du 27 août 1998.

## 1. INTRODUCTION

Lors de sa réunion du 27 août 1998, l'assemblée plénière de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a approuvé, à l'unanimité et à l'intention des cantons, le texte de l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AESS).

Cet acte représentait l'aboutissement d'importants travaux menés à bien par la CDIP. Une large consultation avait eu lieu en 1997, notamment dans les cantons et auprès d'organismes intéressés.

L'accord en question revêt une grande importance sur le plan de la politique de l'éducation. Pour les motifs exposés dans le présent message, le Conseil d'Etat vous invite à adopter le décret qui vous est soumis.

## 2. REMARQUES GÉNÉRALES SUR L'ACCORD

Il existait depuis 1992, entre les trois régions germanophones de la CDIP (Tessin y compris), un «accord interrégional sur la participation au financement des établissements de formation non universitaires du degré tertiaire (accord sur les écoles professionnelles supérieures)». Il s'agissait d'un accord «à la carte», c'est-à-dire que les cantons étaient libres de déterminer quels étaient les établissements et les filières de formation qu'ils mettaient à la disposition des étudiantes et étudiants des autres cantons; mais ils étaient aussi libres de fixer quels étaient les établissements et filières de formation extracantonales pour lesquels ils étaient prêts à verser des contributions. La liste des offres de formation et celle des filières et établissements pour lesquels les cantons s'engageaient à verser une contribution figuraient dans une annexe de l'accord précité.

La façon dont a été conçu l'accord interrégional de 1992 a fait ses preuves. Sa conception, soit plus particulièrement la solution «à la carte», constitue aussi la clé de voûte du nouvel accord du 27 août 1998. La plupart des dispositions relatives à la procédure ont également été reprises.

Il y a toutefois quelques nouveautés, par rapport à l'acte de 1992, soit notamment les suivantes:

- applicabilité à l'ensemble de la Suisse;
- flexibilité de l'accord permettant l'intégration d'autres filières d'études du domaine de la santé, de l'agriculture, etc. (art. 1);
- détermination du montant des contributions par les cantons où les établissements de formation ont leur siège;
- révision de l'annexe désormais tous les deux ans (art. 16 al. 2);

- réglementation de la prise en charge des frais afférents à l'exécution de l'accord (art. 12);
- adaptation des dispositions afférentes aux voies de droit à celles de l'ancienne «convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles» (art. 13);
- simplification de la révision de l'accord dans la mesure où, désormais, 2/3 des cantons signataires peuvent procéder à cette opération (art. 16).

L'AESS doit, de par sa conception, être considéré comme un accord administratif. On peut envisager différentes formes de participation à cet accord:

- en tant que «fournisseur» de filières d'études, et à ce titre-là seulement;
- en tant qu'«utilisateur» de filières d'études à l'extérieur de son propre canton, et à ce titre-là seulement;
- à la fois en tant que fournisseur et utilisateur de filières d'études (ce qui est probablement le cas le plus courant).

L'AESS étant entré en vigueur avant la Convention du 9 mars 2001, dite «Convention des conventions», il n'y a évidemment pas lieu de suivre la procédure prévue par celle-ci pour la négociation des actes intercantonaux, cela d'autant moins encore que l'AESS s'étend à l'ensemble des cantons suisses, et non pas aux seuls cantons de Suisse occidentale.

## 3. COMMENTAIRES DE QUELQUES ARTICLES

### Art. 1 al. 2

Il est clair que les accords intercantonaux spéciaux, comme par exemple la Convention scolaire régionale du 8 juillet 1999, priment l'AESS, dès lors qu'il est un acte «à la carte».

### Art. 2 al. 1

Le canton de Fribourg, à l'instar des autres cantons, déterminera ses propres offres de formation et les formations «externes» qu'il reconnaît et pour lesquelles il s'engage à verser une contribution.

Etablie par les Directions du Conseil d'Etat concernées, la liste des établissements fribourgeois devra sans doute comprendre notamment l'Ecole technique de la construction, rattachée à l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes, l'Ecole technique agro-alimentaire de l'Institut agricole de Grangeneuve et, probablement, la formation de technicien ou technicienne en salle d'opération, qui constitue une section de l'Ecole du personnel soignant. Dans ce dernier cas, toutefois, la situation devra encore être précisée, au niveau fédéral.

### Art. 4

Les cantons où les établissements ont leur siège fixent eux-mêmes le montant des contributions dues pour leurs offres de formation. Ils sont tenus cependant d'observer un certain nombre de principes dans la détermination de ce montant. A des fins de transparence, et pour pouvoir garantir vis-à-vis des autres cantons le bien-fondé du montant de la contribution demandée, un groupe de travail examine tous les documents justificatifs afin d'édicter une recommandation à l'intention des cantons signataires.

#### **Art. 10**

Comme pour d'autres accords ou conventions passés dans ce domaine, c'est le Secrétariat général de la CDIP qui assume les fonctions de secrétariat de l'AESS.

#### **Art. 15**

L'AESS est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2000, puisqu'à cette date, quinze cantons y avaient adhéré. La réticence initiale dont les cantons de Suisse occidentale ont fait preuve s'est peu à peu estompée. En particulier, le canton de Vaud et celui du Jura ont adhéré au printemps 2003. Il est temps de le faire pour Fribourg.

### **4. CONSÉQUENCES DU PROJET DE DÉCRET**

Le projet n'a pas d'effet en matière de personnel. Il ne soulève pas de problème sous l'angle de la constitutionnalité ou de sa conformité au droit fédéral. Il n'est pas contraire au droit communautaire et n'a aucune influence sur la répartition des tâches Etat-communes.

Quant aux conséquences financières d'une adhésion à l'AESS, il est extrêmement difficile de les évaluer avec précision, vu le système «à la carte» de cet acte. En outre, le résultat de cet examen dépend également d'un autre élément qui n'est pas connu actuellement et qui peut varier selon les années, soit la mobilité des étudiants et étudiants, c'est-à-dire, d'une part, les jeunes fribourgeois fréquentant des écoles (reconnues, évidemment) hors canton et, d'autre part, les personnes de «l'extérieur» suivant les formations fribourgeoises concernées (et agréées).

On peut toutefois estimer qu'une certaine compensation va s'opérer entre produits et dépenses, dans ce domaine, comme c'est le cas dans le cadre de l'application d'autres accords de ce genre. Les effets de l'AESS sur les finances cantonales paraissent d'autant moins importants que les accords spéciaux déjà en vigueur, comme mentionné précédemment, priment l'AESS, lequel n'aura donc qu'un champ d'application limité. Enfin, le projet est naturellement soumis au referendum législatif, mais pas au referendum financier, même facultatif.

### **5. CONCLUSION**

L'AESS est un instrument permettant d'optimiser l'offre de formation, notamment en faveur de la jeunesse du canton. Il concourt également à l'harmonisation des charges entre cantons et à une certaine coordination de la politique des écoles supérieures spécialisées.

Pour tous les motifs exposés dans le présent message, nous vous invitons à accepter le projet de décret.

**BOTSCHAFT Nr. 110** 3. November 2003  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Fachschulvereinbarung**

Wir unterbreiten Ihnen den Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Fachschulvereinbarung (FSV) vom 27. August 1998.

### **1. EINLEITUNG**

Die Plenarversammlung der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) hat an ihrer Sitzung vom 27. August 1998 einstimmig dem Text über die interkantonale Fachschulvereinbarung (FSV) zugestimmt, der den Kantonen vorgelegt wird.

Dieses Ereignis stellt den Abschluss einer intensiven, von der EDK mit Erfolg zu Ende geführten Arbeit dar, nachdem die Vereinbarung 1997 insbesondere bei den interessierten Kantonen und Institutionen in die Vernehmlassung gegeben worden war.

Die vorliegende Vereinbarung ist für die Erziehungspolitik von grosser Bedeutung. Gestützt auf die im Folgenden dargelegten Erwägungen beantragen wir Ihnen deshalb, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

### **2. ALLGEMEINE BEMERKUNGEN ZUR VEREINBARUNG**

Ab 1992 gab es in den drei deutschsprachigen EDK-Regionen (inkl. Tessin) eine «Interregionale Fachschulvereinbarung im tertiären Bereich». Diese Vereinbarung war nach dem «A la carte»-Prinzip konzipiert, d.h. die Kantone waren frei, welche Ausbildungsstätten und Studienangebote sie Studierenden aus anderen Kantonen zur Verfügung stellten. Die Kantone waren aber auch frei zu bestimmen, für welche ausserkantonalen Ausbildungsstätten und Studienangebote sie das Schulgeld übernehmen. Die Angebote und die Zusicherungen waren in einem Anhang der Vereinbarung aufgeführt.

Die Konzeption der interregionalen Vereinbarung von 1992 hat sich bewährt. Deshalb stellt das Konzept und insbesondere das «A la carte»-Prinzip das Kernstück dar, auf dem die neue Vereinbarung vom 27. August 1998 aufbaut. Auch die meisten Vollzugsbestimmungen wurden daraus übernommen.

Es gibt jedoch verschiedene Neuerungen gegenüber der Vereinbarung von 1997. Diese sind insbesondere:

- Gesamtschweizerische Ausrichtung;
- Offenheit der Vereinbarung für die Aufnahme von Studiengängen aus den Bereichen Gesundheit, Landwirtschaft usw. (Art. 1);
- Autonome Festlegung der Beitragshöhe durch die Standortkantone;
- Möglichkeit einer Revision der Anhänge alle zwei Jahre (Art. 16 Abs. 2);
- Regelung der Vollzugskosten (Art. 12);
- Angleichung der Bestimmungen über die Rechtspflege an die inzwischen ersetzte «Interkantonale Vereinbarung über Beiträge der Kantone an die Kosten des beruflichen Unterrichts» (Art. 13);
- Erleichterung einer Revision der Vereinbarung, indem neu 2/3 der Vereinbarungskantone eine Revision durchführen können (Art. 16).

Die FSV ist aufgrund ihres Konzepts als Verwaltungsvereinbarung zu verstehen. Es sind verschiedene Formen der Mitarbeit denkbar:

- als Nuranbieter von Studiengängen;
- als Nurabnehmer von ausserkantonalen Studiengängen;
- als Anbieter und Abnehmer von Studiengängen (wird der Normalfall sein).

Die FSV ist vor der Vereinbarung vom 9. März 2001, «Vereinbarung über die Vereinbarungen» genannt, in

Kraft getreten, weshalb das darin vorgesehene Verfahren für den Abschluss interkantonalen Vereinbarungen nicht angewandt wird. Darüber hinaus erstreckt sich der Geltungsbereich der FSV nicht nur auf die Westschweizer, sondern auf alle Schweizer Kantone.

### **3. ERLÄUTERUNGEN ZU EINZELNEN ARTIKELN**

#### **Art. 1 Abs. 2**

Aufgrund des «A la carte»-Prinzips, nach dem sich die FSV richtet, gehen besondere interkantonale Vereinbarungen wie etwa das Regionale Schulabkommen vom 8. Juli 1999 der FSV vor.

#### **Art. 2 Abs. 1**

Der Kanton Freiburg wird wie die anderen Vereinbarungskantone sein eigenes Ausbildungsangebot sowie die anerkannten ausserkantonalen Studiengänge festlegen, für die er sich zur Entrichtung von Beiträgen verpflichtet.

Von den zuständigen Direktionen des Kantons wird eine Liste aufgestellt, die voraussichtlich besonders folgende Freiburger Institute enthalten wird: die Bautechnische Schule, die der Schule für Technik und Architektur angeschlossen ist, die technische Lebensmittelschule, die dem Landwirtschaftlichen Institut Grangeneuve angeschlossen ist, und eventuell den Studiengang zur/zum technischen Operationsassistent/in an der Krankenpflegerschule. Im letzteren Fall muss jedoch die Situation auf Bundesebene noch geklärt werden.

#### **Art. 4**

Die Standortkantone legen die Beitragshöhe ihrer Angebote autonom fest. Sie haben aber bei der Festlegung einige Grundsätze zu berücksichtigen. Aus Gründen der Transparenz und damit die Beitragshöhe gegenüber den Abnehmerkantonen begründet werden kann, wird eine Arbeitsgruppe alle Unterlagen prüfen und eine Empfehlung an die Vereinbarungskantone abgeben.

#### **Art. 10**

Wie bei anderen Vereinbarungen und Abkommen in diesem Bereich übernimmt das Generalsekretariat der EDK die Geschäftsstelle der FSV.

#### **Art. 15**

Die FSV ist am 1. August 2000 in Kraft getreten, da ihr an diesem Datum der fünfzehnte Kanton beigetreten ist. Die Westschweizer Kantone, die anfangs noch zögerten, beginnen sich für die Vereinbarung zu interessieren. So sind ihr im Frühling 2003 die Kantone Waadt und Jura beigetreten. Nun ist es an der Zeit, dass sich auch der Kanton Freiburg für den Beitritt entscheidet.

### **4. AUSWIRKUNGEN DES DEKRETSENTWURFS**

Dieser Entwurf hat keine personellen Auswirkungen. Er ist verfassungsmässig und bundesrechtskonform. Auch mit dem Recht der Europäischen Union ist er vereinbar und wirkt sich nicht auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden aus.

Aufgrund des «A la carte»-Prinzips der FSV sind die finanziellen Auswirkungen eines Beitritts zur Vereinbarung nur schwer abschätzbar. Ausserdem hängen die finanziellen Berechnungen von einer noch unbekanntem Grösse ab, die von Jahr zu Jahr Schwankungen ausgesetzt ist: Es handelt sich um die Mobilität der Studierenden, das heisst die Anzahl der jungen Freiburger, die eine anerkannte Schule ausserhalb des Kantons besuchen und die Anzahl der ausserkantonalen Studierenden, die eine anerkannte Freiburger Schule besuchen.

Man darf jedoch davon ausgehen, dass in dieser Hinsicht zwischen Einnahmen und Ausgaben eine gewisse Kompensation stattfinden wird, wie die Erfahrungen aus ähnlichen Vereinbarungen gezeigt haben. Die Auswirkungen der FSV auf die kantonalen Finanzen scheinen umso geringer, als die bestehenden besonderen Vereinbarungen, wie bereits erwähnt, vor der FSV Vorrang haben. Diese wird deshalb nur einen begrenzten Geltungsbereich haben. Der Entwurf untersteht schliesslich dem Gesetzesreferendum, jedoch nicht dem Finanzreferendum – auch nicht dem fakultativen.

### **5. SCHLUSS**

Die FSV ist ein Instrument zur Optimierung des Bildungsangebots zugunsten der Jugend des Kantons. Sie trägt ferner zu Kostenharmonisierung zwischen den Kantonen und zu einer gewissen Koordinierung der Bildungspolitik der Fachschulen bei.

Aufgrund dieser Erwägungen beantragen wir Ihnen, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

## Décret

*du*

### portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999;

Vu les articles 45 let. b et 52 al. 1 let. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;

Vu le message du Conseil d'Etat du 3 novembre 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### **Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à l'accord intercantonal du 27 août 1998 sur les écoles supérieures spécialisées (AESS), dont le texte suit le présent décret.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

<sup>2</sup> Ce décret est soumis au referendum législatif.

---

## Dekret

*vom*

### über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Fachschulvereinbarung

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999;

gestützt auf die Artikel 45 Bst. b und 52 Abs. 1 Bst. 1 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 3. November 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der Interkantonalen Fachschulvereinbarung (FSV) vom 27. August 1998 bei. Der Text der Vereinbarung wird im Anhang zu diesem Dekret veröffentlicht.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat bestimmt das Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets.

<sup>2</sup> Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

---

## Accord intercantonal

du 27 août 1998

### sur les écoles supérieures spécialisées (AESS)

---

#### I. Dispositions générales

**Art. 1** Objectifs, domaine d'application

<sup>1</sup> L'accord règle dans le domaine des écoles supérieures spécialisées du degré tertiaire (à l'exclusion des universités et des hautes écoles spécialisées):

- a) l'accès aux dites écoles sur le plan intercantonal,
- b) le statut des étudiants et étudiantes, et
- c) les contributions que les cantons de domicile des étudiants et étudiantes ont à verser aux instances responsables des dites écoles.

<sup>2</sup> Les accords intercantonaux, qui règlent la coresponsabilité ou le cofinancement d'une ou de plusieurs écoles supérieures spécialisées ou qui prévoient des contributions plus élevées que celles qui sont prévues dans le présent accord, priment ce dernier.

**Art. 2** Liste des écoles et des cantons débiteurs

<sup>1</sup> Les cantons signataires établissent une liste dans laquelle ils indiquent:

- a) les écoles ou filières dans lesquelles ils admettent, en leur qualité de cantons où ces écoles ont leur siège, les étudiants et étudiantes d'autres cantons,
- b) les montants des contributions que devra leur verser le canton de domicile des étudiants et étudiantes issus d'autres cantons, et
- c) les offres qu'ils ont retenues pour leurs ressortissants en tant que cantons de domicile d'étudiants et étudiantes.

<sup>2</sup> Cette liste est dressée en annexe du présent accord.

## Interkantonale Fachschulvereinbarung (FSV)

vom 27. August 1998

---

#### I. Allgemeine Bestimmungen

**Art. 1** Zweck, Geltungsbereich

<sup>1</sup> Die Vereinbarung regelt für den Bereich der tertiären Fachschulen (exkl. Universitäten und Fachhochschulen):

- a) den interkantonalen Zugang,
- b) die Stellung der Studierenden und
- c) die Abgeltung, welche die Wohnsitzkantone der Studierenden den Trägern der Fachschulen leisten.

<sup>2</sup> Interkantonale Vereinbarungen, welche die Mitträgerschaft oder Mitfinanzierung von Fachschulen oder höhere als die in dieser Vereinbarung vorgesehenen Abgeltungen für den Fachschulbesuch regeln, gehen dieser Vereinbarung vor.

**Art. 2** Liste der Schulen und der zahlenden Kantone

<sup>1</sup> Die Vereinbarungskantone halten in einer Liste fest:

- a) welche Schulen und Studiengänge sie als Standortkanton für den interkantonalen Zugang anbieten,
- b) welche Beiträge für den Studienbesuch vom Wohnsitzkanton der ausserkantonalen Studierenden zu entrichten sind und
- c) von welchen Angeboten sie als Wohnsitzkanton von Studierenden Gebrauch machen.

<sup>2</sup> Die Liste wird als Anhang zu dieser Vereinbarung geführt.



### **Art. 3** Canton de domicile

Est réputé canton de domicile:

- a) le canton d'origine pour les étudiants et étudiantes de nationalité suisse dont les parents résident à l'étranger ou qui, orphelins de père et de mère, vivent à l'étranger; dans les cas où il y a plusieurs origines cantonales, la plus récente est prise en compte;
- b) le canton d'assignation pour les réfugié-e-s et les apatrides qui ont atteint l'âge de la majorité et qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; est réservée la lettre d;
- c) le canton dans lequel se trouve le domicile civil pour les étrangers et étrangères qui ont atteint l'âge de la majorité et qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; est réservée la lettre d;
- d) le canton dans lequel les étudiants et étudiantes majeurs ont résidé en permanence pendant deux ans au moins et où ils ont exercé – sans être simultanément en formation – une activité lucrative qui leur a permis d'être financièrement indépendants; la gestion d'un ménage familial et l'accomplissement du service militaire sont également considérés comme activités lucratives;
- e) dans tous les autres cas, le canton dans lequel se trouve le domicile civil des parents ou le siège des autorités tutélaires compétentes en dernier lieu, lorsque l'étudiant ou l'étudiante commence ses études.

## **II. Contributions**

### **Art. 4** Détermination du montant des contributions

<sup>1</sup> Les contributions sont versées par étudiant ou étudiante et par semestre. Elles sont valables pour les formations à plein temps (au moins 18 heures hebdomadaires par année) ou les formations à temps partiel.

<sup>2</sup> Les cantons sièges fixent les montants des contributions percevables par établissement ou par filière.

<sup>3</sup> Les principes suivants son applicables:

- a) les montants des contributions sont fixés en fonction des frais de formation moyens. Sont déterminants à cet effet les frais d'exploitation, après déduction des taxes d'études individuelles, des frais d'infrastructure et des subventions fédérales, si la filière y a droit;

### **Art. 3** Wohnsitzkanton

Als Wohnsitzkanton von Studierenden gilt:

- a) der Heimatkanton für Schweizerinnen und Schweizer, deren Eltern im Ausland wohnen oder die elternlos im Ausland wohnen; bei mehreren Heimatkantonen gilt das zuletzt erworbene Bürgerrecht;
- b) der zugewiesene Kanton für mündige Flüchtlinge und Staatenlose, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Buchstabe d;
- c) der Kanton des zivilrechtlichen Wohnsitzes für mündige Ausländerinnen und Ausländer, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Buchstabe d und
- d) der Kanton, in dem mündige Studierende mindestens zwei Jahre ununterbrochen gewohnt haben und, ohne gleichzeitig in Ausbildung zu sein, finanziell unabhängig gewesen sind; als Erwerbstätigkeit gelten auch die Führung eines Familienhaushaltes und das Leisten von Militärdienst;
- e) in allen übrigen Fällen der Kanton, in dem sich bei Studienbeginn der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern befindet bzw. der Sitz der zuletzt zuständigen Vormundschaftsbehörde.

## **II. Beiträge**

### **Art. 4** Festsetzung der Beiträge

<sup>1</sup> Die Abgeltungen werden als Beiträge pro Studierende und pro Semester festgelegt. Sie beziehen sich auf Vollzeitausbildungen (mindestens 18 Jahreswochenstunden) oder auf Teilzeitausbildungen.

<sup>2</sup> Die Standortkantone legen die Beiträge für die von ihnen angebotenen Schulen und Studiengänge fest.

<sup>3</sup> Dabei gelten folgende Grundsätze:

- a) Für die Ermittlung der Beitragshöhe ist von den durchschnittlichen Ausbildungskosten auszugehen. Massgeblich sind dabei die Betriebskosten, abzüglich der individuellen Studiengebühren, der Infrastrukturkosten und allfälliger Bundesbeiträge.

- b) les contributions sont fixées de sorte qu'elles couvrent trois quarts au maximum des frais de formation;
- c) les montants perçus auprès des étudiants et étudiantes issus d'autres cantons ne doivent pas être plus élevés que ceux qui sont versés par les étudiants et étudiantes domiciliés dans le canton siège.

<sup>4</sup> Un groupe de travail mis en place par le comité de la CDIP et constitué de cinq membres procède, sur demande, à un examen du montant des contributions et émet une recommandation. Sur demande du groupe de travail, les cantons sièges sont tenus de justifier les montants des contributions. Les frais y afférents sont répartis entre les différentes parties.

#### **Art. 5** Modalités

<sup>1</sup> Les montants sont inscrits dans les listes conformément à l'article 2.

<sup>2</sup> Ils sont valables pour une période de deux ans ou jusqu'à la fin de la période pour laquelle le montant est fixé (art. 16 al. 2).

### **III. Etudiants et étudiantes**

#### **Art. 6** Traitement des étudiants et étudiantes issus de cantons signataires

Les cantons où les écoles ont leur siège ou les écoles elles-mêmes accordent aux étudiants et étudiantes pour lesquels la fréquentation d'une école supérieure spécialisée est soumise au présent accord les mêmes droits qu'à leurs propres étudiants et étudiantes.

#### **Art. 7** Traitement des étudiants et étudiantes issus de cantons non signataires

<sup>1</sup> Les étudiants et étudiantes ainsi que les candidats et candidates aux études issus de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord n'ont aucun droit à l'égalité de traitement. Ils n'ont accès à une filière d'études que dans la mesure où les étudiants et étudiantes des cantons signataires y sont admis.

<sup>2</sup> Les étudiants et étudiantes issus de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord doivent, en plus de leurs taxes d'études, s'acquitter d'un montant équivalant au moins aux contributions définies à l'article 4.

- b) Die Beitragshöhe soll höchstens drei Viertel der durchschnittlichen Ausbildungskosten abdecken.
- c) Die Beitragshöhe für ausserkantonale Studierende darf nicht höher sein als für Studierende mit Wohnsitz im Kanton.

<sup>4</sup> Eine vom Vorstand der EDK eingesetzte Arbeitsgruppe von fünf Mitgliedern überprüft auf Verlangen eines Vereinbarungspartners die Beitragshöhe und gibt eine Empfehlung ab. Die Standortkantone sind gehalten, auf Verlangen der Arbeitsgruppe die Beitragshöhe zu belegen und zu begründen. Die Kosten dieser Abklärungen werden auf die Parteien aufgeteilt.

#### **Art. 5** Modalitäten

<sup>1</sup> Die Beiträge werden in die Liste nach Artikel 2 eingetragen.

<sup>2</sup> Sie gelten jeweils für eine Periode von zwei Jahren bzw. für den Rest der Beitragsperiode (Art. 16 Ab. 2).

### **III. Studierende**

#### **Art. 6** Behandlung von Studierenden aus Vereinbarungskantonen

Die Standortkantone bzw. die von ihnen angebotenen Schulen gewähren den Studierenden, deren Schulbesuch dieser Vereinbarung untersteht, die gleiche Rechtsstellung wie den eigenen Studierenden.

#### **Art. 7** Behandlung von Studierenden aus Nichtvereinbarungskantonen

<sup>1</sup> Studierende sowie Studienanwärterinnen und -anwärter aus Kantonen, welche dieser Vereinbarung nicht beigetreten sind, haben keinen Anspruch auf Gleichbehandlung. Sie können zu einem Studiengang zugelassen werden, wenn die Studierenden aus den Vereinbarungskantonen Aufnahme gefunden haben.

<sup>2</sup> Studierenden aus Kantonen, welche dieser Vereinbarung nicht beigetreten sind, wird nebst den Studiengebühren eine Gebühr auferlegt, welche mindestens der Abgeltung nach Art. 4 entspricht.

#### **Art. 8** Taxes individuelles

<sup>1</sup> Les écoles peuvent percevoir des taxes individuelles appropriées de la part de leurs étudiants et étudiantes.

<sup>2</sup> Les taxes des étudiants et étudiantes qui suivent la même formation et pour lesquels la fréquentation d'une école supérieure spécialisée est soumise au présent accord, y compris celles des étudiants et étudiantes issus du canton où l'établissement a son siège, doivent toutes être du même montant.

#### **IV. Exécution**

##### **Art. 9** Procédure de paiement

Le canton où l'établissement a son siège détermine pour chaque école le centre de paiement.

##### **Art. 10** Secrétariat et groupe de travail

<sup>1</sup> Le secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) assume les fonctions de secrétariat de l'accord. Il doit s'acquitter notamment des tâches suivantes:

- a) information des cantons partenaires,
- b) coordination, et
- c) réglementation des questions relatives aux procédures.

<sup>2</sup> La CDIP met en place un groupe de travail constitué de cinq membres, qui fait office d'organe de consultation et qui est chargé de l'élaboration des recommandations conformément à l'article 4 al. 4. Ce groupe est composé de quatre représentants ou représentantes des régions de la CDIP, à raison d'un représentant ou d'une représentante par région, ainsi que d'un représentant ou d'une représentante de la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF).

##### **Art. 11** Détermination du nombre d'étudiants et étudiantes

Au début du semestre, chaque école dresse à l'intention du canton débiteur une liste nominale des étudiants et étudiantes ventilés en fonction des filières d'études. Cette liste indique le canton de domicile de l'étudiant ou de l'étudiante établi conformément aux prescriptions de l'article 3 du présent accord et distingue les étudiants et étudiantes qui suivent une formation à plein temps de ceux qui effectuent leurs études en cours d'emploi.

#### **Art. 8** Studiengebühren

<sup>1</sup> Die Schulen können von den Studierenden angemessene Studiengebühren erheben.

<sup>2</sup> Die Studiengebühren pro Studiengang müssen für alle Studierenden, deren Schulbesuch unter diese Vereinbarung fällt, eingeschlossen diejenigen des Standortkantons, gleich sein.

#### **IV. Vollzug**

##### **Art. 9** Beitragsverfahren

Der Standortkanton bezeichnet für jede Schule die Zahlstelle.

##### **Art. 10** Geschäftsstelle und Arbeitsgruppe

<sup>1</sup> Das Generalsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) ist Geschäftsstelle dieser Vereinbarung. Ihr obliegen insbesondere folgende Aufgaben:

- a) Information der Vereinbarungskantone,
- b) Koordination und
- c) Regelung von Verfahrensfragen.

<sup>2</sup> Für die Beratung der Geschäftsstelle sowie für die Erarbeitung von Empfehlungen gemäss Art. 4 Abs. 4 setzt der Vorstand der EDK eine Arbeitsgruppe von fünf Mitgliedern ein. Diese setzt sich zusammen aus je einer Vertreterin oder einem Vertreter der vier EDK-Regionen sowie einer Vertreterin oder einem Vertreter der Finanzdirektorenkonferenz (FDK).

##### **Art. 11** Ermittlung der Studierendenzahl

Jede Schule erstellt zu Beginn eines Semesters eine Namensliste der Studierenden je Studiengang zuhanden des zahlungspflichtigen Kantons. Diese enthält den Wohnsitzkanton gemäss Artikel 3 und führt die Studierenden des Vollzeit- bzw. berufsbegleitenden Studiums getrennt auf.



#### **Art. 12** Frais afférents à l'exécution de l'accord

Les frais occasionnés au secrétariat par l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons signataires et déterminés en fonction du nombre d'habitants. Ils leur sont facturés annuellement. S'il est nécessaire de procéder à des analyses extraordinaires qui ne concernent que certains cantons ou certaines écoles, les frais y relatifs peuvent être imputés aux cantons concernés.

### **V. Voies de droit**

#### **Art. 13** Instance d'arbitrage

<sup>1</sup> Une commission arbitrale est mise en place en vue de régler tous les problèmes litigieux qui pourraient surgir entre les cantons partenaires dans le cadre de l'application et de l'interprétation du présent accord.

<sup>2</sup> Cette commission est composée de trois membres désignés par les parties. Si ces dernières n'arrivent pas à se mettre d'accord, le comité de la CDIP se charge de désigner les membres de la commission.

<sup>3</sup> Les dispositions du concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage (RS 279) sont applicables.

<sup>4</sup> La commission arbitrale tranche sans appel les litiges.

### **VI. Dispositions transitoires et finales**

#### **Art. 14** Adhésion

Les déclarations d'adhésion au présent accord doivent être communiquées au secrétariat général de la CDIP. Par leur adhésion, les cantons s'engagent à fournir, sous la forme prescrite, les données nécessaires à l'application du présent accord.

#### **Art. 15** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Dès qu'il a reçu l'adhésion de quinze cantons au moins, le présent accord entre en vigueur, au plus tôt cependant au début de l'année scolaire 1999/2000.

<sup>2</sup> Au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, l'accord interrégional du 17 septembre 1992 sur la participation au financement des établissements de formation non universitaires au degré tertiaire est abrogé par décision des cantons ayant adhéré audit accord.

#### **Art. 12** Vollzugskosten

Die Kosten der Geschäftsstelle für den Vollzug dieser Vereinbarung sind durch die Vereinbarungskantone nach Massgabe der Bevölkerungszahl zu tragen. Sie werden ihnen jährlich in Rechnung gestellt. Für besondere Abklärungen, die sich nur auf einzelne Kantone und Schulen beziehen, können die Kosten auf die betroffenen Kantone abgewälzt werden.

### **V. Rechtspflege**

#### **Art. 13** Schiedsinstanz

<sup>1</sup> Für allfällige, sich aus der Anwendung oder Auslegung dieser Vereinbarung ergebende Streitigkeiten zwischen den Vereinbarungskantonen wird ein Schiedsgericht eingesetzt.

<sup>2</sup> Dieses setzt sich aus drei Mitgliedern zusammen, welche durch die Parteien bestimmt werden. Können sich die Parteien nicht einigen, so wird das Schiedsgericht durch den Vorstand der EDK bestimmt.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen des Konkordates über die Schiedsgerichtsbarkeit vom 27. März 1969 (SR 279) finden Anwendung.

<sup>4</sup> Das Schiedsgericht entscheidet endgültig.

### **VI. Übergangs- und Schlussbestimmungen**

#### **Art. 14** Beitritt

Der Beitritt zu dieser Vereinbarung ist dem Generalsekretariat der EDK mitzuteilen. Mit dem Beitritt verpflichten sich die Kantone, die für den Vollzug dieser Vereinbarung notwendigen Daten in vorgeschriebener Weise zur Verfügung zu stellen.

#### **Art. 15** Inkrafttreten

<sup>1</sup> Diese Vereinbarung tritt in Kraft, wenn mindestens fünfzehn Kantone den Beitritt erklärt haben, frühestens aber auf den Beginn des Studienjahres 1999/2000.

<sup>2</sup> Auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens wird die Interregionale Vereinbarung über Beiträge an Fachschulen im tertiären Bereich vom 17. September 1992 durch Beschluss der an dieser Vereinbarung beteiligten Kantone aufgehoben.

#### **Art. 16** Révision

<sup>1</sup> L'accord peut être révisé, moyennant l'approbation de la majorité des deux tiers des cantons signataires.

<sup>2</sup> Les annexes peuvent être modifiées tous les deux ans au début de l'année d'études, et ce pour la première fois à partir du 1<sup>er</sup> août 2001. Les modifications sont prises en compte dans la mesure où elles parviennent au secrétariat avant la fin de l'année civile précédant l'année scolaire pour laquelle les modifications sont prévues. Toutes les modifications entrent en vigueur en même temps.

#### **Art 17** Dénonciation

Au 30 septembre de chaque année, l'accord peut être dénoncé par déclaration écrite adressée au secrétariat, moyennant un préavis de deux ans. Une dénonciation de l'accord ne peut intervenir qu'après cinq ans d'adhésion.

#### **Art. 18** Maintien des obligations

Lorsqu'un canton dénonce le présent accord ou lorsqu'il biffe une filière d'études figurant à l'annexe, les obligations qu'il avait dans le cadre de cet accord demeurent inchangées à l'égard des étudiants et étudiantes qui étaient inscrits dans une école supérieure spécialisée au moment de la dénonciation de l'accord. De même, le droit à l'égalité de traitement (art. 6) continue d'être valable.

#### **Art. 19** Principauté du Liechtenstein

La Principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle jouit alors des mêmes droits et doit s'acquitter des mêmes obligations que les cantons signataires.

#### **Art. 16** Revision

<sup>1</sup> Die Vereinbarung kann mit Zustimmung einer Zweidrittelmehrheit der beteiligten Kantone revidiert werden.

<sup>2</sup> Eine Änderung der Anhänge ist alle zwei Jahre auf Beginn des Studienjahres möglich, erstmals frühestens per 1. August 2001. Änderungen des Anhanges werden aufgenommen, soweit sie vor Ende des dem Änderungstermin vorangehenden Kalenderjahres bei der Geschäftsstelle eintreffen. Alle Änderungen treten auf einen gleichen Zeitpunkt in Kraft.

#### **Art 17** Kündigung

Die Vereinbarung kann unter Einhaltung einer Frist von zwei Jahren jeweils auf den 30. September durch schriftliche Erklärung an die Geschäftsstelle gekündigt werden, erstmals jedoch nach fünf Beitrittsjahren.

#### **Art. 18** Weiterdauer der Verpflichtungen

Kündigt ein Kanton die Vereinbarung oder streicht er einen Studiengang eines Kantons aus dem Anhang, bleiben seine Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung für die zum Zeitpunkt des Austritts eingeschriebenen Studierenden weiter bestehen. In gleicher Weise bleibt der Anspruch auf Gleichstellung (Art. 6) erhalten.

#### **Art. 19** Fürstentum Liechtenstein

Dieser Vereinbarung kann das Fürstentum Liechtenstein auf der Grundlage seiner eigenen Gesetzgebung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten der anderen Vereinbarungspartner zu.